



# ÉPOLITIQUE ÉLISABETH

## GUIGOU *la politique au féminin*

« Plus proches des gens, plus sincères, plus humaines, les femmes représentent l'espoir d'un renouveau », ainsi s'exprime Elisabeth Guigou, le ministre de la Justice du gouvernement français composé par Lionel Jospin. Première femme nommée garde des Sceaux, cette révoltée dans l'âme développe une conception sans concession de son ministère : « Il n'y aura aucune intervention ni pour empêcher ni pour accélérer le traitement des dossiers. Je ne céderai à aucune pression. »

Fille d'un petit industriel pied-noir d'origine provençale, Elisabeth Vallier naît à Marrakech. « Au Maroc, le macho-racisme des Européens à l'encontre des femmes, des Arabes et des Juifs me fit très tôt horreur. De cette indignation date ma volonté d'être libre et indépendante, de même que mon choix pour la gauche. » De sa jeunesse au Maroc, elle conserve aussi en mémoire la ferme familiale des *Ait Ourir* (village berbère), la vie d'étudiante à Rabat, la plage de Temara et le souvenir de ses amies juives et musulmanes. Venue à Montpellier

pour y étudier l'économie, elle épouse, à 20 ans, Jean-Louis Guigou, alors ingénieur agronome. Ils ont un fils de 17 ans, Édouard.

Intelligente et travailleuse, Elisabeth Guigou entre à l'ENA en 1971, la même année que Hubert Védrine, ancien directeur de cabinet de François Mitterrand et nouveau ministre des Affaires étrangères, avec lequel elle noue une amitié solide. Sortie dixième de sa promotion, elle intègre la direction du Trésor en 1974. Membre du PS depuis 1973, elle entre au cabinet du ministre de l'Économie et des Finances, Jacques Delors, en février 1982, puis, quelques mois plus tard, à l'Élysée. Ce n'est qu'en 1990 qu'elle est nommée ministre déléguée aux Affaires européennes. On se souvient de sa détermination en faveur de l'adoption du traité de Maastricht. Elle est élue, quatre ans plus tard, député européen sur la liste de Michel Rocard. Lorsque Lionel Jospin prend en main le destin du Parti socialiste en 1995, il désigne l'ex-« Madame Europe », secrétaire nationale des Affaires sociales... Le 5 juin dernier, après la victoire de la gauche, Elisabeth Guigou, élue

député d'Avignon, devient le numéro trois du gouvernement en accédant à la Chancellerie, jusqu'ici forteresse inexpugnable de la phalocratie en politique. Cette inlassable combattante des droits de la femme a publié, en mars 1997, *Être femme en politique* (éditions Plon), livre-témoignage qui évoque les combats contre l'obscénité, pain quotidien des femmes en campagne électorale, qu'elles soient stars de la scène politique ou militantes anonymes. À l'occasion de son discours de politique générale, Lionel Jospin, Premier ministre de la troisième cohabitation sous la V<sup>e</sup> République, a chargé Elisabeth Guigou de quelques dossiers ardu : assurer l'indépendance des magistrats du parquet et réformer le code de la nationalité en réaffirmant le droit du sol. C'est dire l'importance de la mission confiée au ministre de la Justice, l'une des huit femmes nommées à des postes clé que compte le nouveau gouvernement français ! Une recherche de la parité qui devrait bientôt être inscrite dans la constitution. □

**Karim Belal  
et Philippe Blanchot**

BELAL



*Élisabeth Guigou est l'une des huit femmes du gouvernement français nommées à un poste clé : elle est ministre de la Justice.*